

Annexe A-1

Copie de l'attestation de pouvoir de Monsieur Hubert FRANCOIS à Monsieur Patrick DALLA VALLE ; copie certifiée conforme de l'extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2015 nommant la société FINACHEF en qualité de présidente de CSME ; copie de l'extrait Kbis de la société FINACHEF attestant que Monsieur Hubert FRANCOIS en est le représentant légal.



ATTESTATION

Je soussigné Hubert FRANÇOIS,

Agissant en qualité de représentant légal de la société FINACHEF, dont le siège social est à Clichy (92115) 92-98 boulevard Victor Hugo, elle-même Président de la COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST (« CSME »), dont le siège social est à Clichy (92115) 92-98 boulevard Victor Hugo, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 412 431 744,

Et en vertu des pouvoirs qui m'ont été délégués par l'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2015, contenant notamment pouvoir de substituer,

Atteste avoir donné délégation de pouvoir à :

Monsieur Patrick DALLA VALLE, Directeur Industriel du Groupe Salins, entre autres sur le point suivant :

- Mettre en œuvre et faire respecter l'ensemble des règles applicables aux sites miniers et concessions minières inexploités détenus par CSME, notamment déposer les dossiers d'arrêt définitif de travaux, faire réaliser les travaux d'arrêt, de mise en sécurité et surveillance des sites miniers inexploités et demander les renonciations de concessions minières.

Fait à Clichy
Le 28 septembre 2016

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST
Société par actions simplifiée au capital de 68 040 000 €
Siège social : 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy
R.C.S. Nanterre 412 431 744

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 15 DECEMBRE 2015**

L'an 2015, le 15 décembre à 14 heures,

Les actionnaires de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, société par actions simplifiée au capital de 68 040 000 €, dont le siège social est sis 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy (la « **Société** »), se sont réunis en assemblée générale ordinaire, au siège social, sur convocation du Président en date du 4 décembre 2015.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

En l'absence du Président de la Société, et conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, l'assemblée générale élit à l'unanimité M. Jean-Marc Berndt en qualité de Président de l'assemblée.

M. Gérard Picard et M. Jean-Pierre Duboux, représentants du Comité Central d'Entreprise, invités à participer à la réunion conformément aux dispositions de l'article L 2323-67 du code du travail, sont présents.

Mme Véronique Quarini est désignée comme secrétaire de la séance.

La société Rsa et la société PricewaterHouseCoopers Audit, commissaires aux comptes, ont été régulièrement convoquées et sont absentes et excusées.

Le Président communique à l'assemblée la feuille de présence dont il résulte que les actionnaires présents ou représentés possèdent ensemble l'intégralité des actions ayant le droit de vote. En conséquence, l'assemblée est légalement constituée et peut valablement délibérer.

Puis le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- une copie des statuts de la société,
- une copie de la lettre de convocation adressée à tous les actionnaires,
- une copie de la lettre de convocation adressée aux commissaires aux comptes,
- la feuille de présence de l'assemblée,
- les pouvoirs des actionnaires représentés,
- les comptes de l'exercice 2015,
- les rapports du Président,
- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte du projet des résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée.



Le Président déclare en outre que tous les documents et renseignements prévus par la loi ont été tenus à la disposition des actionnaires préalablement à la présente assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis le Président rappelle que la présente assemblée a été convoquée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-
- Démission de la société Unisel de ses fonctions de Président de la société
 - Nomination de la société Finachef en qualité de Président de la société, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération
-

Le Président donne lecture des rapports du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

Le Président déclare la discussion générale ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, prend acte de la démission remise par la société UNISEL de ses fonctions de Président de la société COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST à l'issue de l'assemblée générale qui aura pourvu à son remplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, nomme en qualité de Président de la société, en remplacement de la société UNISEL, pour une durée illimitée :

- la société FINACHEF, société à responsabilité limitée au capital de 20 995 974,00 €, dont le siège social est sis 92-98 boulevard Victor Hugo à 92115 Clichy, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 754 012 094.

FINACHEF a d'ores et déjà fait savoir qu'elle acceptait les fonctions de Président de la Société qui lui seraient confiées et qu'elle n'est frappée par aucune mesure, ni disposition légale ou réglementaire susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

Le Président est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les statuts aux décisions collectives des associés.



Conformément aux statuts, le Président pourra déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme

Clichy, le 15 septembre 2016

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Hubert François', is written over the text 'Le Président,'.

Société FINACHEF, représentée par
M. Hubert François

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

à jour au 14 novembre 2018

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	754 012 094 R.C.S. Nanterre
<i>Date d'immatriculation</i>	28/10/2015
<i>Transfert du</i>	R.C.S. de Paris en date du 31/08/2015
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	FINACHEF
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Capital social</i>	20 995 974,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
<i>Activités principales</i>	La création et la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, par voie d'acquisition, fusion, apport ou tous autres moyens; l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières; toutes prestations de gestion, de direction, d'administration, ou encore, toutes prestations de services en vue d'assurer l'animation d'un groupe de sociétés dont la société assurera le contrôle; la création, l'acquisition, l'exploitation, et éventuellement, la cession de toutes entreprises, françaises ou étrangères, dans tout domaine d'activité, notamment, industriel, commercial, financier, agricole ou hôtelier; toutes prestations commerciales se rattachant directement ou indirectement à cet objet; toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 25/09/2111
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

<i>Nom, prénoms</i>	FRANCOIS Hubert Michel Marie Joseph
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 23/12/1957 à Neuilly-sur-Seine (92)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	2 Rue HERRAN 75116 Paris

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	63 Rue DE VILLIERS 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	RSA
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	11-13 Avenue DE FRIEDLAND 75008 Paris
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	381 199 215 R.C.S. Paris

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	FOURCADE Jean-Louis
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/02/1963 à Narbonne (11)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	11-13 Avenue de Friedland 75008 Paris

Greffé du Tribunal de Commerce de Nanterre

4 RUE PABLO NERUDA
92020 Nanterre CEDEX

N° de gestion 2015B08333

Commissaire aux comptes suppléant

Nom, prénoms

GEORGHIU Jean Christophe

Date et lieu de naissance

Le 04/05/1965 à Grenoble (38)

*Domicile personnel ou adresse
professionnelle*

63 Rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement

92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX

Activité(s) exercée(s)

La création et la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, par voie d'acquisition, fusion, apport ou tous autres moyens; l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières; toutes prestations de gestion, de direction, d'administration, ou encore, toutes prestations de services en vue d'assurer l'animation d'un groupe de sociétés dont la société assurera le contrôle; la création, l'acquisition, l'exploitation, et éventuellement, la cession de toutes entreprises, françaises ou étrangères, dans tout domaine d'activité, notamment, industriel, commercial, financier, agricole ou hôtelier; toutes prestations commerciales se rattachant directement ou indirectement à cet objet; toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Date de commencement d'activité

24/09/2012

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 12 du 28/10/2015

La société ne conserve aucune activité à son ancien siège

Le Greffier



A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Georghiu', written over a horizontal line.

FIN DE L'EXTRAIT

Annexe A-2

**Copie de l'extrait Kbis du Registre du Commerce et des Sociétés
de Nanterre**

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 14 novembre 2018

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	412 431 744 R.C.S. Nanterre
<i>Date d'immatriculation</i>	27/10/2009
<i>Transfert du</i>	R.C.S. de Paris en date du 01/10/2009
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée à associé unique
<i>Capital social</i>	68 040 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
<i>Activités principales</i>	L'exploitation de salins de mer, salines de sel igné, mines de sel, gemmes et domaines agricoles, la préparation, le traitement, le conditionnement. Le commerce de tous produits issus de cette exploitation ou de produits analogues ou connexes, en tous lieux et par tous moyens, y compris commerce ambulants.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 10/06/2096
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Dénomination</i>	FINACHEF
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	754 012 094 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	RSA
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	11-13 Avenue de Friedland 75008 Paris
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	381 199 215 R.C.S. Paris

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	63 Rue DE VILLIERS 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	CHAUMARTIN Anik
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/06/1961 à Lyon 6ème (69)
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	63 Rue de Villiers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	FOURCADE Jean Louis
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/02/1963 à Narbonne
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	11-13 Avenue de Friedland 75008 Paris

Greffé du Tribunal de Commerce de Nanterre

4 RUE PABLO NERUDA
92020 Nanterre CEDEX

N° de gestion 2009B06872

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention n° 2 du 26/07/1999

Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST 562 090 613 RCS PARIS

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement

92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX

Activité(s) exercée(s)

L'exploitation de salins de mer, salines de sel igné, mines de sel, gemmes et domaines agricoles, la préparation, le traitement, le conditionnement. Le commerce de tous produits issus de cette exploitation ou de produits analogues ou connexes, en tous lieux et par tous moyens, y compris commerce ambulancier.

Date de commencement d'activité

16/06/1999

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Salon-de-Provence

R.C.S. Tarascon

R.C.S. Nîmes

R.C.S. Dax

R.C.S. Nancy

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 3 du 11/08/2000

SOCIETES AYANT PARTICIPE A LA FUSION : SA LA SALORGE DE GUERANDE 328 161 526 RCS ST NAZAIRE - SARL S.F.G. SOCIETE FINANCIERE GIOT 404 939 837 RCS ST NAZAIRE

- Mention n° 4 du 09/05/2001

APPORT PARTIEL D'ACTIF DE L'ACTIVITE SEL DE GUERANDE ET CONDIMENTS AU PROFIT DE LA SOCIETE LE PALUDIER 431 954 676 RCS ST NAZAIRE

- Mention n° 1 du 21/09/2006

LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 01-09-2006 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 01-09-2006 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU

- Mention n° 33646 du 06/05/2016

Fusion-absorption de la société ECLAE SAS (RCS NANTERRE : 448 965 434) à compter du 09/04/2016

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Annexe A-3

**Copie des statuts certifiés conformes de la Compagnie des Salins
du Midi et des Salines de l'Est**

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Société par actions simplifiée au capital de 68 040 000 €
Siège social : 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy
RCS Nanterre 412 431 744

=====

STATUTS A JOUR AU 31 AOUT 2015

Copie certifiée conforme

Le 31 août 2015

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hubert François', is written over the printed name.

Hubert François

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est constitué entre les propriétaires des actions ci-après existantes et de celles qui pourraient être créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs actionnaires.

La Société a été exploitée sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration jusqu'au 30 juin 2015.

La Société ne peut pas faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en tous pays, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers :

- L'exploitation de salins de mer, salines de sel igné, mines de sel gemme et domaines agricoles.
- La préparation, le traitement, le conditionnement et le commerce de tous produits issus de cette exploitation ou de produits analogues ou connexes.
- L'acquisition, la prise en location avec ou sans promesse de vente de tous terrains avec leurs accessoires ; l'obtention de toutes concessions gratuites ou onéreuses ; la mise en exploitation des terrains et concessions ; leur location ou sous-location à des tiers soit avant, soit après leur mise en exploitation ; la revente ou l'aliénation, sous quelque forme que ce soit, des immeubles lui appartenant.
- La prestation de tous services dans le cadre des activités ci-dessus sous forme d'ingénierie ou autrement.
- Et généralement, toutes opérations agricoles, commerciales, industrielles, minières, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'indication du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts.

ARTICLE 5 - DUREE

La société expirera le 11 juin 2096, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante-huit millions quarante mille (68 040 000 €) euros divisé en deux millions huit cent trente-cinq mille (2 835 000) actions de vingt-quatre (24) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

Toutes les actions ont été entièrement libérées.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur applicables aux sociétés anonymes de nationalité française, par décision des associés prise dans les conditions de l'article 13 ci-après.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

Le capital peut être amorti au moyen des sommes distribuables au sens de la loi, par une décision des associés.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de chaque associé, selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société, dans les conditions et modalités prévues par la loi.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les associés le cas échéant, ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

En outre, chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives en cas de pluralité d'associés. Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation du résultat.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou, en conséquence, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autres opérations sociales, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ». La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement, dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

ARTICLE 11 - DIRECTION DE LA SOCIETE

11.1 Président :

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique, associée ou non de la Société, soit une personne morale, associée ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

1 - Nomination du Président.

Le Président est nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des associés.

2 - Durée du mandat.

La durée du mandat du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

3 - Démission - Révocation.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de un (1) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 75 ans révolus. Le Président personne morale sera démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des associés. La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Président, ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la société d'indemnité de cessation de fonctions.

4 - Rémunération.

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de Président n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

5 - Pouvoirs du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le Président dispose notamment des pouvoirs propres suivants :

- il arrête les comptes prévisionnels et le budget,
- il arrête les comptes sociaux, le cas échéant les comptes consolidés, et établit le rapport annuel de gestion.

11.2 Directeur Général :

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux qui sont, soit une personne morale associée ou non, soit une personne physique, associées ou non.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeurs Généraux en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'Administration des sociétés anonymes sont applicables au Directeur Général de la Société par Actions Simplifiée.

1 - Nomination du Directeur Général.

Le Directeur Général est nommé par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des voix dont disposent tous les associés.

2 - Durée du mandat.

La durée du mandat du Directeur Général est fixée par la décision qui le nomme.

Le mandat du Directeur Général est renouvelable sans limitation.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et assume la direction de la Société jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

3 - Démission - Révocation.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de un (1) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

La démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Directeur Général personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 75 ans révolus.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des voix dont disposent tous les associés. La décision de révocation du Directeur Général peut ne pas être motivée. En outre, le Directeur Général est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Directeur Général ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions.

4 - Rémunération.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Directeur Général, personne physique, ou le représentant de la personne morale Directeur Général, pourra être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de Directeur Général n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

5 - Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général assiste le Président dans ses fonctions. Il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du Président auquel il reste subordonné.

Les pouvoirs du Directeur Général sont fixés par la collectivité des associés en accord avec le Président lors de la décision de sa nomination ; ils ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions.

Dans les rapports avec les tiers, le Directeur Général représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social. Les dispositions limitant les pouvoirs du Président sont applicables au Directeur Général.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

ARTICLE 12 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toutes les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, son directeur général, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doivent être soumises à la procédure de contrôle et d'approbation prévue par la Loi.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 13 - DECISIONS DES ASSOCIÉS

Les associés sont seuls compétents et ne peuvent déléguer leurs pouvoirs pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des opérations visées à l'article 12 des statuts,
- nomination, pouvoirs, rémunération et révocation du Président et du Directeur Général,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- transformation de la Société,
- modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement,
- fusion, dissolution, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- toutes modifications statutaires, à l'exception du transfert du siège social.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Le Commissaire aux Comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que l'Associé Unique ou les associés. Le Commissaire aux Comptes est averti de toute décision de l'Associé Unique ou des associés.

Sous réserve de l'exception prévue ci-après, les décisions collectives des associés sont prises au choix du Président, en Assemblée générale ou par consultation par correspondance ou par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle). Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Ces décisions seront répertoriées dans un registre. Tous moyens de communication – vidéoconférence, télécopie, conférence téléphonique, messagerie, etc... – peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit (8) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent les associés même absents, dissidents ou incapables.

1. Consultation des associés en Assemblée

L'Assemblée est convoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice, en cas de carence du Président. Lorsque la tenue d'une Assemblée n'est pas obligatoire, l'Assemblée est convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs remplissant les conditions prévues dans le paragraphe ci-dessus. Le Commissaire aux Comptes peut, à toute époque, convoquer une Assemblée.

Elle est réunie au lieu de réunion fixé par l'auteur de la convocation.

La convocation est faite par tout moyen de nature à assurer l'information des associés, tels que oralement, message électronique, télécopie, lettre simple, lettre recommandée avec accusé de réception, cinq (5) jours au moins avant la date de la réunion. Elle peut être faite sans délai en cas d'urgence. La Société conservera toutes preuves attestant de l'envoi des convocations.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par le Directeur Général ; à défaut, l'Assemblée élit son président.

L'Assemblée convoquée à l'initiative du Commissaire aux Comptes est présidée par celui-ci.

A chaque Assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président de séance et l'un des associés présents. Le procès-verbal est répertorié dans un registre coté et paraphé soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune.

2. Consultation par correspondance des associés

Le Président doit adresser à chacun des associés, par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux (2) exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un (1) exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations qui est répertorié dans un registre coté et paraphé soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

3. Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé. Le procès-verbal est répertorié dans un registre coté et paraphé soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

4. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix, associé ou non.

5. Décisions extraordinaires.

Sont qualifiées de décisions extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'augmentation des engagements d'un ou plusieurs associés, à l'attribution d'avantages particuliers au profit d'associés ou de tiers, à la création d'une ou plusieurs catégories d'actions et modalités des droits qui leur sont reconnus, à l'introduction de clauses relatives à l'agrément de cessions d'actions ou à l'exclusion d'un associé, à la fusion, à la scission, la dissolution de la société et sa transformation, et d'une façon générale toute modification statutaire à l'exception du transfert du siège social.

5.1 Quorum :

En ce qui concerne ces décisions, l'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins deux tiers (2/3) des voix.

En cas de consultation par correspondance ou par téléconférence ou en cas d'établissement d'un acte authentique ou sous seings privés, les décisions ne pourront être prises que si les deux tiers (2/3) au moins des voix se sont exprimées.

5.2 Majorité :

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les associés présents, représentés ou s'étant exprimés.

Toutefois, lorsque les associés sont appelés à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les actions de l'apporteur ou du bénéficiaire ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'augmentation des engagements d'un ou plusieurs associés, à l'attribution d'avantages particuliers au profit d'associés ou de tiers, à la création d'une ou plusieurs catégories d'actions et modalités des droits qui leur sont reconnus, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un associé, ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés.

6. Décisions Ordinaires.

Toutes les autres décisions d'associés sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées ou exprimées.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats, la nomination et la révocation du Président et du Directeur Général ainsi que la nomination des Commissaires aux Comptes, ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

ARTICLE 15 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, conformément aux lois et usages du commerce et établit le rapport de gestion.

Les associés approuvent les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 16 - RESULTATS SOCIAUX

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième (1/10^e) du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable est attribué aux associés, selon leur décision.

En outre, la collectivité des associés, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés, lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de la collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le Président. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement, sont prescrits.

ARTICLE 17 - CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires nommé et exerçant leur mission, conformément à la loi.

ARTICLE 18 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.
2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'Associé Unique, personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours, à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.
3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément au Code de Commerce et aux décrets pris pour son application.
4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 19 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 20 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, soit entre la Société et les associés, le Président ou le Directeur Général, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, sont soumises au Tribunal de Commerce compétent.

Annexe A-4

**Copie du décret du 4 juillet 1892 instituant la concession de mines
de sel gemme de PERRIGNY et du cahier des charges annexé**

1

DÉCRET du 4 Juillet 1932

Ponig
4.7.1932

INTERVENTION LA CONCEPTION DE SAINE DE SEL GROS DE FORTNET

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre des Travaux Publics,

Vu la demande du 31 Décembre 1930, complétée le 24 Janvier 1931, présentée par M. GUYOT, Ingénieur Civil, agissant au nom de la Société Civile de Recherches de Sel constituée à LONS le 31 Mars par acte sous seings privés, en date du 24 Juin 1930, en vue d'obtenir une concession de saine de sel gross sur les territoires des communes de MONTAIGU, CHARENTON, PERRIGNY, LONS le SAUVAGE, PARRISSEY, LE BIE, MONTAIN, SAUVIGNY, LE MOUVREY, LE VERNIS, et VALEUR (département du Jura).

Le plan, en quadruple expédition, copie d'acte de Société et autres pièces jointes à la dite demande,

L'avis du public du 5 Mars 1931,

Les numéros du JOURNAL OFFICIEL des 13 Juin et 13 Juillet 1931, et des journaux la CHARENTAIS du JURA des 31 Mars et 5 Avril 1931, L'ÉCHO RÉPUBLICAIN du JURA des 11 Mars et 12 Avril 1931, dans lesquels ledit avis a été inséré, ensemble les certificats d'affiches et de publications,

La délibération du Conseil Municipal de MONTAIGU, du 31 Décembre 1931,

Les rapports des Ingénieurs des Mines, des 18 Novembre et 7 Décembre 1931, ensemble les projets d'actes et autres pièces y annexes,

L'avis du Préfet du Jura, en date du 29 Décembre 1931,

L'avis du Ministre des Finances, du 2 Mars 1932,

L'avis du Conseil Général des Alpes, du 29 Avril 1932,

Vu la loi du 21 Avril 1930, modifiée par la loi du 27 Juillet 1930,

Le Décret du 18 Novembre 1930,

Le Décret du 3 Janvier 1931,

La loi du 27 Avril 1933 et l'ordonnance du 23 Mai 1941,

La loi du 17 Juin 1940 et l'ordonnance du 7 Mars 1941 ainsi que l'ordonnance du 26 Juin 1941,

L'ordonnance du 31 avril 1942,

L'ordonnance du 26 Mars 1943, modifiée par le décret du 25 Septembre 1942,

Le décret du 23 Octobre 1932,

Le Conseil d'Etat entendu ;

DÉCRET :

4.

ARTICLE 1^{er}

Il est fait concession au sieur CAUSSE, pour le compte de la Société civile de recherches de sol, constituée à Paris le 24 Juin 1898, par acte sous seings privés du 24 Juin 1898, des mines de sol gypse, comprises dans les limites ci-après définies, ce mine de MONTAIGU, CANTON DE, PESSIGNY, dans le CANTON, CHATEL et PANNESSTERES, arrondissement de MARS le SAUVAGE, département du Jura.

ARTICLE 2

Cette concession qui prendra nom de concession de PESSIGNY, est limitée, conformément au plan annexé au présent décret, ainsi qu'il suit :

Au Sud, par une ligne droite allant du clocher de MONTAIGU, point A, au clocher de CHATEL, point B ;

A l'Est, par deux lignes droites, la première allant du clocher de CHATEL à l'ancien clocher de PESSIGNY, point C, la seconde allant de l'ancien clocher de PESSIGNY au clocher de PANNESSTERES, point D ;

Au Nord, par une ligne droite allant du point D ci-dessus défini au point E, angle Nord de la maison appartenant au sieur CHATEL, Mayeur, au hameau de la Librie, et portant le n° 148 du cadastre de la commune de PANNESSTERES ;

Au Nord-Ouest et à l'Ouest par ^{trois} ~~quatre~~ droites : la première allant du point E ci-dessus défini au bâtiment dit " LA CHAISON ROUGE ", commune de CHATEL, point F ; la deuxième allant du point F, ci-dessus défini au moulin de commune CAUSSE, autrefois de CHATEL, commune de MONTAIGU, point G (cette ligne qui formera déjà limite pour la concession des mines de sol de PESSIGNY) ; enfin la troisième allant du point G ci-dessus défini, au point H, point de départ, les dites limites renfermant une étendue superficielle de CINQ kilomètres carrés quarante six hectares (546 ha).

ARTICLE 3

Il n'est rien préjugé au sujet des gîtes de tout minéral étranger au sol qui peuvent exister dans l'étendue de la concession de PESSIGNY.

La concession de ces gîtes de minéral pourra être ultérieurement accordée, s'il y a lieu, dans les formes ordinaires, soit aux concessionnaires des mines de PESSIGNY, soit à une autre personne.

ARTICLE 4

Les droits attribués aux propriétaires de la surface par les articles 6 et 42 de la loi du 21 Avril 1810, modifiée par la loi du 27 Juillet 1890 sur le produit de ces mines concédées, sont régies à une redevance annuelle de six centimes (0,10 fr) par hectare de terrain compris dans la concession.

ARTICLE 5

Les concessionnaires se conformeront aux dispositions du cahier des charges annexé au présent décret et qui est considéré comme en faisant partie essentielle.

ARTICLE 6

Si les concessionnaires veulent renoncer à la totalité ou à une partie de la concession, ils adresseront par voie de pétition au Préfet, six mois au moins avant l'époque à laquelle ils auraient l'intention d'abandonner les travaux de leurs mines et ils joindront à ladite pétition :

- 1^o - le plan et l'état descriptif des exploitations
- 2^o - un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'existe point d'inscription hypothécaire sur la concession ou, dans le cas contraire, un état de celles qui pourraient avoir été prises en y joignant le main-levé de ces inscriptions au moins pour la portion du gîte à laquelle ils entendent renoncer.

Lorsque ces pièces auront été fournies, la pétition sera publiée et affichée pendant 2 mois dans les lieux et suivant les formes déterminées par les articles 23 et 24 de la loi du 21 Avril 1810, modifiée par la loi du 27 Juillet 1900 pour les demandes en concession de mines.

Les oppositions, s'il s'en présente, seront reçues et notifiées dans les formes déterminées par l'article 25 de la loi.

La renonciation ne sera valable que lorsqu'elle aura été acceptée s'il y a lieu, par un décret délibéré en conseil d'Etat.

ARTICLE 7

Le présent décret sera publié et affiché aux frais des concessionnaires dans les communes sur lesquelles s'étend la concession.

ARTICLE 8

Le Ministre des Travaux Publics et le Ministre des Finances sont chargés chacun de ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera inséré par extrait au Bulletin des Lois.

FAIT A PARIS, le QUATRE JUILLET MIL HUIT CENT QUATRE VINGT DEUX

Signé : SARCEY

Par le Président de la République
Le Ministre des Travaux Publics

Signé : VIGIER

Pour copie conforme
Le Secrétaire Général de la
PRÉFECTURE DE JURA

RENNÉ

Pour ampliation
Le Conseiller d'Etat
Directeur des routes, de la Navigation
et des Mines

Signé : CHUMEAU

- CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION
DES MINES DE SEL DE PERRIGNY -
=====

ARTICLE PREMIER

Dans le délai de trois mois, à dater de la notification du décret de concession, il sera planté des bornes sur tous les points servant de limites à la concession, où cela sera reconnu nécessaire.

L'opération aura lieu aux frais du concessionnaire, à la Diligence du Préfet, et en présence de l'Ingénieur des Mines, qui en dressera procès-verbal. Expéditions de ce procès-verbal seront déposées aux Archives de la Préfecture du département du Jura et à celles des communes de Montaigny, Conliège, Perrigny, Lons le Saunier, Chille et Pannessières.

ARTICLE 2 -

Dans le délai de six mois, à dater de la notification du décret de concession, le concessionnaire soumettra au Préfet les mémoires plans et coupes, prévus par l'art. 3 de l'ordonnance du 7 Mars 1841.

Les plans seront dressés à l'échelle d'un millimètre par mètre orientés au nord vrai, et divisés en carreaux de dix en dix m/m.

Les cotes de niveau des points principaux, tels que les orifices des puits, galeries ou trous de sonde, les points de jonction des galeries avec les puits et des galeries entre elles, par rapport à un plan horizontal fixe déterminé, seront inscrites en mètres et centimètres sur les plans.

Le concessionnaire y joindra, sur papier transparent, un plan de la surface s'appliquant sur le plan des travaux et figurant la position des maisons ou lieux d'habitation, édifices, voies de communication, eaux minérales, sources alimentant des villes, villages, hameaux et établissements publics, canaux, cours d'eau, etc.

Ces plans devront être accompagnés d'autant de copies qu'il y a de communes comprises dans lesdits projets.

Les projets ci-dessus mentionnés, ainsi que les plans à l'appui seront, conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 7 Mars 1841, portés avant toute décision, à la connaissance du public, dans les formes et conditions prescrites par le dit article.

Les affiches seront apposées à la diligence du Préfet, et aux frais du concessionnaire.

ARTICLE 3 -

L'exécution du projet des travaux sera autorisée, s'il y a lieu, par le Préfet, dans le cas où il ne s'est élevé aucune réclamation pendant l'enquête précitée. Dans le cas contraire, il sera statué par le Ministre des Travaux Publics.

S'il est reconnu que les travaux peuvent occasionner quelques uns des abus ou dangers prévus, tant dans le titre V de la Loi du 21 Avril 1810, modifié par la Loi du 27 Juillet 1880, que dans les titres II et III du décret du 3 Janvier 1813, l'autorisation ne sera donnée qu'après avoir introduit dans les projets les modifications nécessaires.

ARTICLE 4 -

Aucun trou de sonde pour l'exploitation du sel par dissolution ne pourra exister dans le périmètre de la concession, à une distance horizontale de moins de 100 mètres de tous chemins de fer construits ou à construire, et de moins de 100 mètres de tous canaux établis ou à établir, sans préjudice de l'application ultérieure, s'il y a lieu, de l'article 50 de la loi du 21 Avril 1810, modifiée par la loi du 27 Juillet 1880.

ARTICLE 5 -

Lorsque le concessionnaire voudra ouvrir un nouveau champ d'exploitation, ou établir de nouveaux puits ou galeries partant du jour, ou changer le mode d'exploitation précédemment adopté, il devra adresser au Préfet un plan général de la concession, un plan des travaux, un mémoire explicatif et le plan de surface correspondant, le tout dressé conformément à ce qui est prescrit par l'article 2 ci-dessus.

Il sera donné suite à ce projet ainsi qu'il est dit à l'art.3

ARTICLE 6 -

Dans le cas où les travaux projetés par le concessionnaire devraient s'étendre au dessous ou dans le voisinage immédiat des édifices, maisons, lieux d'habitation, autres exploitations, voies de communication, sources minérales, sources alimentant des villes, villages, hameaux et établissements publics, sous des canaux et cours d'eau, ou à une distance horizontale de 50 mètres de leurs bords, le projet des travaux devra être préalablement soumis au Préfet.

Il y sera donné suite ainsi qu'il est dit à l'art.3, après que les intéressés auront été entendus, et sans préjudice de l'application ultérieure s'il y a lieu, de l'art.50 de la loi du 21 Avril 1810, modifié par la loi du 27 Juillet 1880.

ARTICLE 7 -

Dans le voisinage des chemins de fer, il est interdit au concessionnaire d'exploiter, par galeries, à toute profondeur, sous une zone de terrains limités à la surface par deux lignes menées parallèlement aux limites du chemin de fer et de ses dépendances et à 20 mètres de distance de ces limites, s'il n'en a obtenu l'autorisation du Préfet donnée sur le rapport des Ingénieurs des Mines, la Compagnie du chemin de fer et le service du contrôle entendus.

ARTICLE 8 -

Chaque année dans le courant de janvier, le concessionnaire adressera au Préfet, les plans et coupes des travaux exécutés dans le cours d'année précédente. Ces plans, dressés à l'échelle d'un millimètre par mètre, de manière à pouvoir être rattachés aux plans généraux désignés dans les articles précédents, et renfermant toutes les indications mentionnées aux dits articles, seront vérifiés par l'Ingénieur des Mines. Le concessionnaire y joindra sur papier transparent, une copie du plan de surface, prescrit par les articles 2 et 5, renfermant, avec les modifications qui auraient pu se produire, les indications mentionnées à l'art 2.

ARTICLE 9 -

Quand le concessionnaire voudra abandonner une portion des travaux souterrains, il sera tenu d'en faire la déclaration à la

.../....

Préfecture et de ~~joindre~~ joindre à cette déclaration un plan des ~~travaux~~ travaux, ainsi qu'un plan correspondant de la surface.

Il sera ensuite procédé comme il est dit aux art. 8 et 9 et 10 du décret du 3 Janvier 1813.

ARTICLE 10 -

Les ouvertures au jour des puits ou galeries qui deviendront inutiles seront comblées ou bouchées par le concessionnaire suivant le mode qui sera prescrit par le Préfet, sur proposition de l'Ingénieur des mines, et à la diligence des maires des communes sur les territoires desquelles les ouvertures seront situées.

En cas d'inexécution, il sera procédé comme il est dit à l'art 10 du décret du 3 Janvier 1813.

ARTICLE 11 -

Dans le cas où l'exploitation du sel aurait lieu par dissolution, le concessionnaire sera tenu d'exécuter tous les travaux qui seront prescrits par le Préfet, sur les rapport des Ingénieurs des mines, à l'effet de déterminer la situation et l'étendue des excavations souterraines produites par l'action des eaux.

ARTICLE 12 -

Le concessionnaire tiendra constamment en ordre et à jour sur chaque mine.

1° Les plans et coupes des travaux souterrains dressés à l'échelle d'un millimètre par mètre,

2° Un registre constatant l'avancement journalier des travaux et les circonstances de l'exploitation dont il sera utile de conserver le souvenir, telles que l'allure des gîtes, leur épaisseur, la qualité du sel, la nature du toit et du mur, le jaugeage des eaux affluant dans la mine, etc ...

3° Un registre de contrôle journalier des ouvriers employés aux travaux intérieurs et extérieurs,

4° Un registre d'extraction et de vente.

Le concessionnaire communiquera ces plans et registres aux Ingénieurs des mines toutes les fois qu'ils lui en feront le demande.

Le concessionnaire transmettra au Préfet, dans la forme et aux époques qui lui seront indiquées, l'état des ouvriers et celui des produits extraits dans le cours de l'année précédente.

ARTICLE 13 -

Si les gîtes à exploiter dans la concession de Perrigny se prolongent hors de cette concession, le Préfet pourra ordonner, sur le rapport des Ingénieurs des Mines, le concessionnaire ayant été entendu, qu'un massif soit réservé intact sur chaque gîte, près de la limite de la concession, pour éviter que les exploitations soient mises en communication avec celles qui auraient lieu dans une concession voisine, et d'une manière préjudiciable à l'une ou à l'autre mine. L'épaisseur de ces massifs sera déterminé par l'arrêté du Préfet qui en ordonnera la réserve.

Les massifs ne pourront être traversés ou entamés par un ouvrage quelconque que dans le cas où le Préfet, après avoir entendu les concessionnaires intéressés et sur le rapport des Ingénieurs des Mines, aura autorisé cet ouvrage, et prescrit le mode suivant lequel il devra être exécuté.

.../....

Dans le cas où l'utilité de ces massifs aurait cessé, un arrêté du Préfet autorisera le concessionnaire à exploiter la partie qui lui appartiendra.

ARTICLE 14 -

Dans le cas où il serait reconnu nécessaire d'exécuter des travaux ayant pour but, soit de mettre en communication les mines des deux concessions, pour l'aérage ou pour l'écoulement des eaux, soit d'ouvrir des voies d'aérage, d'écoulement ou de secours destinées aux services des mines de la concession voisine, le concessionnaire sera tenu de souffrir l'exécution de ces travaux et d'y participer dans la proportion de son intérêt.

Ces ouvrages seront ordonnés par le Préfet, sur les rapports des Ingénieurs des Mines, le concessionnaire ayant été entendu.

En cas d'urgence, les travaux pourront être entrepris sur la simple réquisition de l'Ingénieur des mines du Département, conformément à l'article 14 du décret du 3 Janvier 1813.

ARTICLE 15 -

Si des gîtes de minerais étrangers à ceux de sel gemme compris dans l'étendue de la concession de Perrigny sont exploités légalement par les propriétaires du sel, ou deviennent l'objet d'une concession particulière accordée à des tiers, le concessionnaire des mines de Perrigny sera tenu de souffrir les travaux que l'Administration reconnaîtrait utiles à l'exploitation des dits minerais, et même si cela est nécessaire, le passage dans ses propres travaux, le tout, s'il y a lieu, moyennant une indemnité qui sera réglée de gré à gré ou à dire d'experts.

Le Ministre des Travaux Publics

Signé: Viette.

Pour ampliation

Le Conseiller d'Etat

Directeur des Routes, de la Navigation et des Mines

Signé: illiaible.

Annexe A-5

Copie de l'arrêté du 16 juin 1999 autorisant la mutation de la concession de PERRIGNY au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est

**Arrêté du 16 juin 1999 autorisant la mutation
de concessions minières**

NOR : ECO19900344A

Par arrêté du secrétaire d'Etat à l'industrie en date du 16 juin 1999, la mutation des concessions de mines de sel et/ou de sources salées des Aulnois, de Bosserville, de Courbesseaux, de Crevic, de Drouville, du Haras, de Saint-Laurent-Charmel, de Maixe, de Saint-Nicolas, de Portieux, de Rosières-aux-Salines, de Tonnoy, de Sainte-Valdrée, de La Madeleine-II, de Cauroy, de Champenoux (Meurthe-et-Moselle), d'Alexander-I et II, de Chambrey-I, II et III, du Haras-I, de Heinrich-Ley, de Salées-Eaux, de Sarralbe (Moselle), du Haras-II, de Saltzbronn, de Sarralben, de Sodbach-I (Moselle et Bas-Rhin), de Sodbach-II (Bas-Rhin), de Châtillon-le-Duc, de Miserey, de Pouilley-les-Vignes, de Serre (Doubs), des Epoisses, de Gouhenans, de Mélecey (Haute-Saône), de Grozon (sel), de Grozon (houille), de Montmorot, de Perrigny, des Salins (Jura), de Salies-du-Salat (Haute-Garonne), de Camarade, de Gausseraing (Ariège), de Dax, de Lescourre, de Saint-Pandelon (Landes), d'Annayaenia, de Bidart, de Brindos, de Gortiaque, d'Eyhartzia, de Harretchia, de Larralde et de Sauveterre (Pyrénées-Atlantiques) est autorisée au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, sans que cette autorisation implique approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur des mines.

Annexe A-6

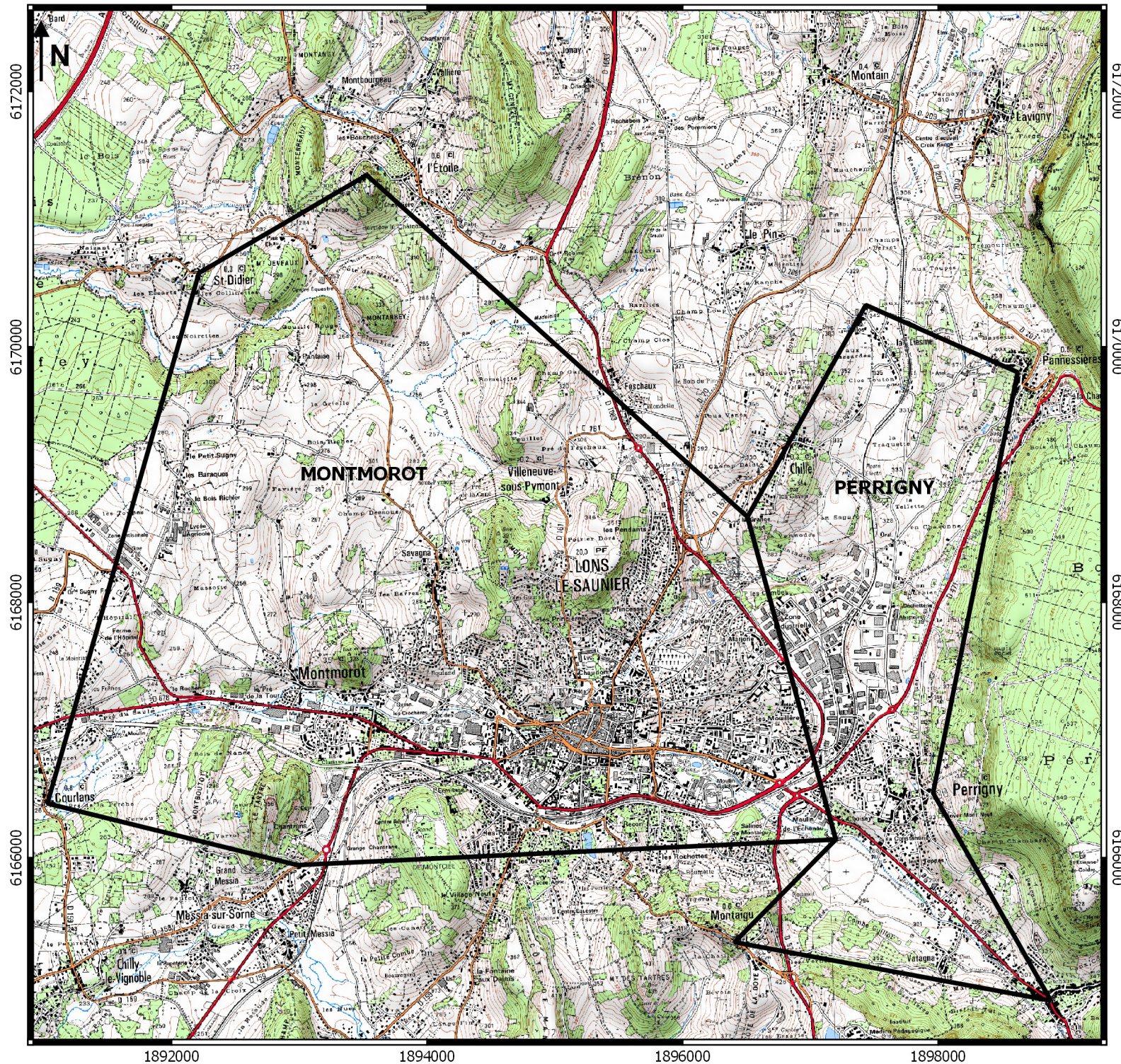
**Plan représentant les limites et les sommets de la concession de
PERRIGNY ainsi que des concessions de sel voisines**

1892000


1894000

1896000

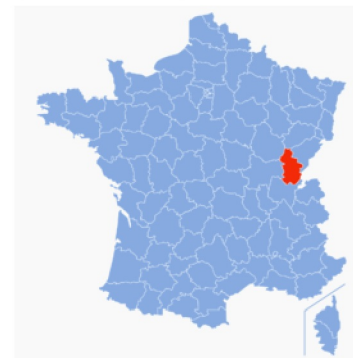
1898000




Légende

 Limite de concession

Localisation



Echelle  0 400 800 1200 1600 m

Plan de situation de la concession de PERRIGNY et des concessions mitoyennes

Fichiers source:
SCAN 25 IGN

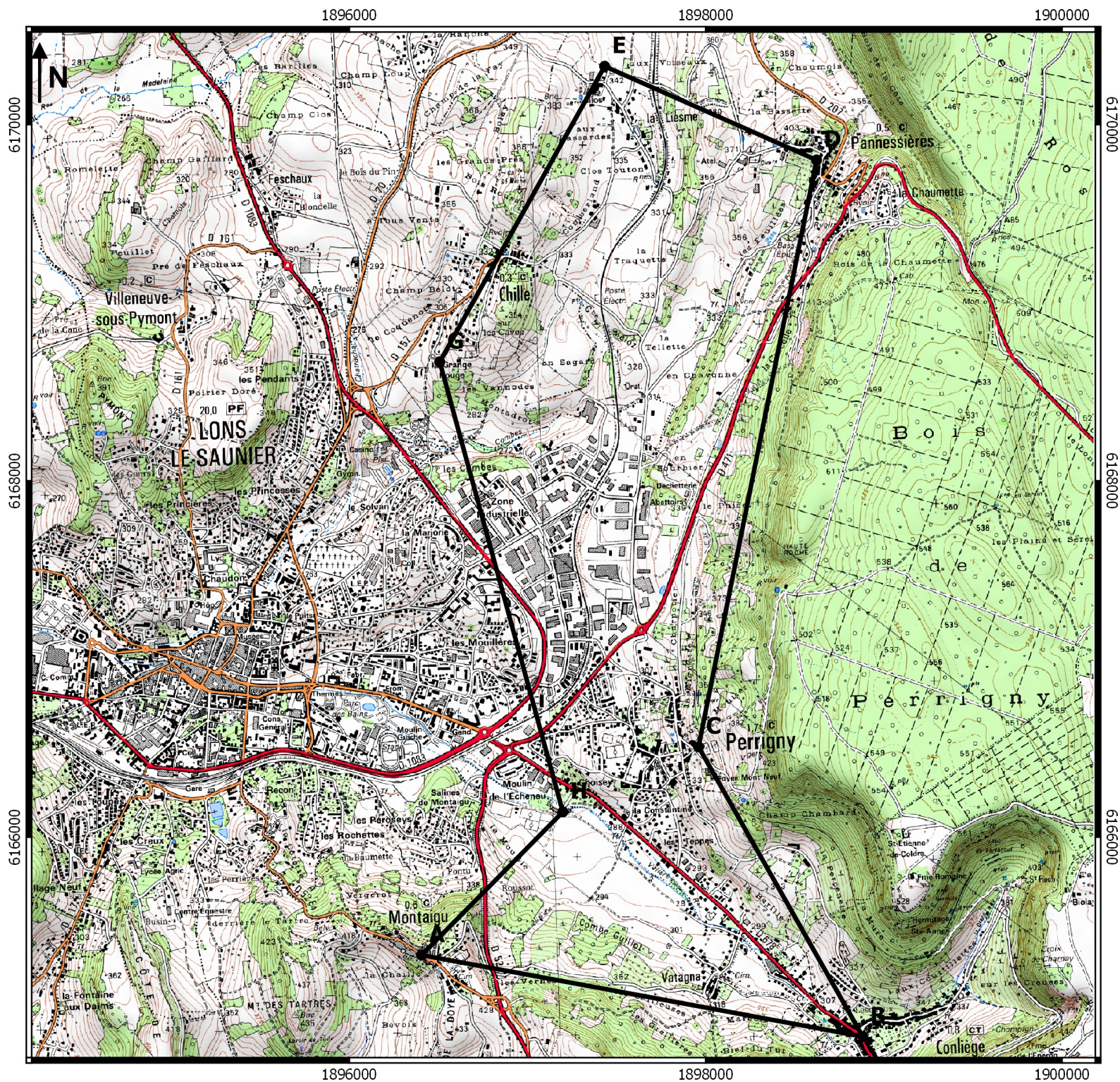
Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47



Date: 08/08/17

Annexe A-7

**Plan présentant les coordonnées des sommets de la concession de
PERRIGNY**



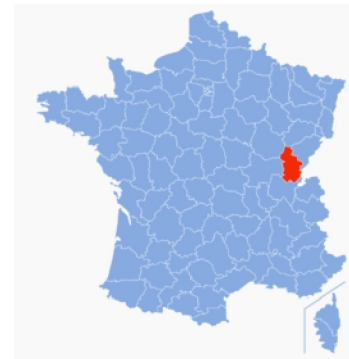
Légende

- Sommet de la concession
- Concession de PERRIGNY

Coordonnées des sommets de la concession

Sommet	X (m)	Y (m)
A	1896405.483562	6165338.318153
B	1898881.362267	6164881.164835
C	1897959.53957	6166507.286599
D	1898621.837124	6169801.089519
E	1897432.906874	6170327.527967
G	1896507.18484	6168668.446978
H	1897198.219748	6166142.43322

Localisation



Echelle 0 300 600 900 1200 m

Localisation de la concession de PERRIGNY

Fichiers source:
SCAN 25 IGN

Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47



Date: 08/08/17